



RCS : ANGERS

Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1963 B 00088

Numéro SIREN : 063 200 885

Nom ou dénomination : S T R E G O

Ce dépôt a été enregistré le 09/03/2017 sous le numéro de dépôt 2464

STREGO
Société par actions simplifiée au capital de 6 338 262 Euros
Siège Social : 4 rue Papiou de la Verrie - 49000 ANGERS
R.C.S. ANGERS 063 200 885

ARRIVÉ au Greffe De Commerce
Le 09 MARS 2017

63 B 88
B2464

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
DU 19 JANVIER 2017**

Comptes Consolidés

TROISIEME RESOLUTION

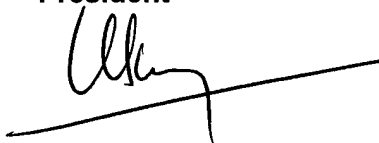
L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 JANVIER 2017 :

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme

Y. GUIBRETEAU
Président





STREGO

CRÉATEUR DE VALEUR DURABLE

SAS STREGO

4 rue Papiau de la Verrie
49000 ANGERS

Comptes consolidés
Exercice du 01/09/2015 au 31/08/2016

**COMPTES CERTIFIÉS
CONFORMES**

 PrimeGlobal

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie - BP 70948 - 49009 Angers Cedex 01 - SAS au capital de 6.338.262 euros - R.C.S. Angers 063 200 885
Société inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers

www.strego.fr

COMPTE-RENDU DE MISSION D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Dans le cadre de la mission d'établissement des comptes consolidés de la société **STREGO** et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous déclarons que les comptes annuels consolidés se rapportant à l'exercice du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016, ont été établis à partir des comptes individuels ainsi qu'à partir des informations fournies par l'entreprise, selon les dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable modifiées par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés.

Les présents comptes consolidés se caractérisent notamment par les données suivantes :

Nature	Montant en euros
Total bilan	77 939 996
Chiffre d'affaires	74 196 787
Résultat net - part du Groupe	3 564 331

Ces comptes n'ont pas fait l'objet d'une mission normalisée de présentation, d'examen limité ou d'audit.

A Angers,
Le 14 décembre 2016

Pour STREGO

Yves GUIBRETEAU
Expert-Comptable

SOMMAIRE

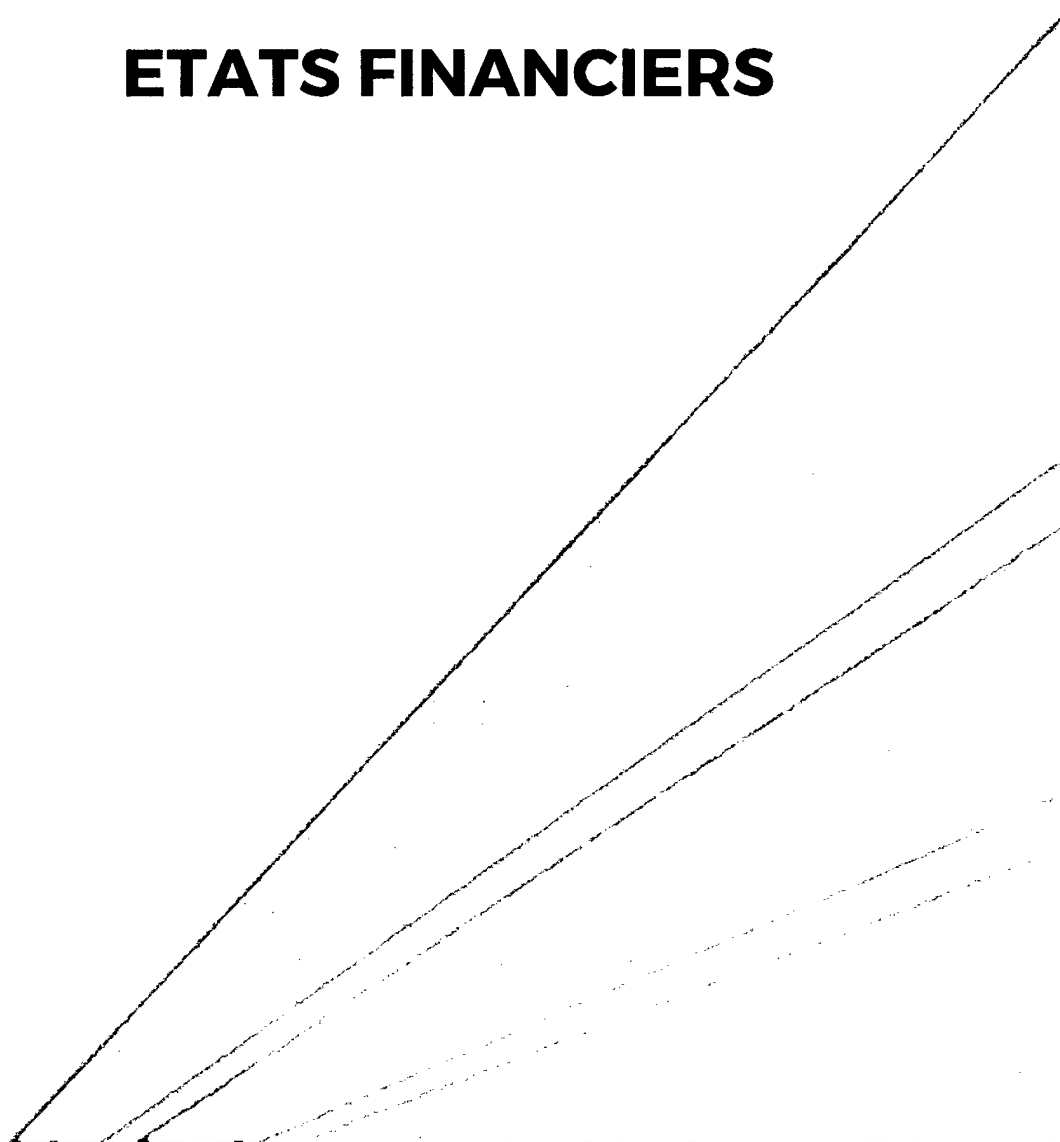
ETATS FINANCIERS

Bilan actif consolidé.....	3
Bilan passif consolidé	4
Compte de résultat consolidé.....	5
Soldes intermédiaires de gestion consolidés	7
Bilan financier consolidé	8
Tableau des flux de trésorerie consolidé	9

ANNEXE

Faits caractéristiques de l'exercice	11
I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation	12
A) Référentiel comptable	12
B) Modalités de consolidation.....	12
C) Méthodes et règles d'évaluation.....	14
D) Principes de consolidation.....	16
II) Périmètre de consolidation	18
III) Informations permettant la comparabilité des comptes	19
A) Variation du périmètre de consolidation et pourcentages d'intérêts.....	19
B) Changements comptables.....	20
IV) Explications des postes du bilan consolidé	21
A) Autres immobilisations incorporelles.....	21
B) Actif immobilisé	22
C) Amortissements et dépréciations des immobilisations.....	22
D) Immobilisations financières.....	23
E) Créances.....	24
F) Dépréciations de l'actif circulant.....	24
G) Trésorerie	24
H) Autres éléments d'actif	24
I) Capitaux propres.....	25
J) Autres fonds propres.....	25
K) Provisions pour risques et charges.....	26
L) Impôts sur les résultats.....	27
M) Dettes	28
N) Produits constatés d'avance.....	28
O) Instruments financiers.....	29
P) Engagements hors bilan.....	29
V) Explications des postes du compte de résultat consolidé	30
A) Produits d'exploitation	30
B) Autres achats et charges externes.....	30
C) Honoraires des commissaires aux comptes	31
D) Charges de personnel et effectif	31
E) Produits et charges financiers.....	32
F) Produits et charges exceptionnels.....	32
G) Résultat par action	32
VI) Autres informations	33
A) Evénements postérieurs à la clôture	33
B) Transactions avec les parties liées.....	33
C) Rémunération des dirigeants.....	33
D) Passage des capitaux propres sociaux aux consolidés	34

ETATS FINANCIERS



Bilan Actif consolidé

	Montant Brut	Dépréciation	31/08/2016	31/08/2015
ECART D'ACQUISITION I				
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 690 392	1 454 341	236 051	438 913
Fonds commercial	145 245	15 245	130 000	719 669
Autres immobilisations incorporelles	38 680 363	1 871 057	36 809 306	31 786 457
Immobilisations en cours	72 570		72 570	84 110
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	20 652		20 652	20 652
Constructions	446 379	382 827	63 552	87 726
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	9 043 738	6 271 879	2 771 859	3 064 089
Immobilisations en cours				28 401
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence	1 212 172		1 212 172	
Créances rattachées à des participations	8 406		8 406	78 664
Autres titres immobilisés	652 944		652 944	393 327
Prêts				
Autres immobilisations financières	295 941		295 941	277 956
TOTAL III	52 268 802	9 995 349	42 273 453	36 979 964
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	4 787		4 787	624
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 151 588	1 033 211	22 118 377	19 938 094
Actifs d'impôt différé	1 582 795		1 582 795	1 406 803
Autres créances	2 941 312		2 941 312	2 370 721
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				192 560
Actions propres				
Disponibilités	7 478 840		7 478 840	9 161 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 540 432		1 540 432	1 042 396
TOTAL IV	36 699 754	1 033 211	35 666 543	34 112 850
Charges à répartir s/plusieurs exercices V				
Primes remboursement des obligations VI				
Ecart de conversion actif VII				
Ecart d'arrondi actif VIII				
TOTAL GENERAL (I à VIII)	88 968 556	11 028 560	77 939 996	71 092 814

Bilan Passif consolidé

	31/08/2016	31/08/2015
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 338 262	6 094 704
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	17 171 826	14 379 939
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	3 564 331	3 703 644
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	27 074 419	24 178 287
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	3 104	15 352
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	212	-13 397
TOTAL II	3 316	1 955
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		56 178
TOTAL III		56 178
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	619 837	454 823
Provisions pour charges	3 467 205	2 913 780
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	4 087 042	3 368 603
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 814 514	13 968 415
Concours bancaires courants		614
Emprunts en crédit-bail		
Emprunts et dettes financières divers	1 161 333	1 312 085
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 894 008	1 152 901
Dettes fiscales et sociales	14 001 594	13 210 495
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 299	86 205
Autres dettes	391 539	381 580
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 451 432	13 375 496
TOTAL V	46 775 219	43 487 791
Ecarts de conversion passif	VI	
Ecarts d'arrondi passif	VII	
TOTAL GENERAL (I à VII)	77 939 996	71 092 814

Compte de résultat consolidé

	31/08/2016	31/08/2015
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France		
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services France	74 012 438	67 457 174
Production vendue de services Export	184 349	28 368
TOTAL I	74 196 787	67 485 542
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		196 110
Subventions d'exploitation	5 381	11 265
Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges	2 396 143	2 379 671
Autres produits	22 915	21 334
TOTAL II	2 424 439	2 608 380
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation des stocks de matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	15 240 129	13 432 501
Impôts, taxes et versements assimilés	2 077 657	2 110 572
Salaires et traitements	39 597 496	35 751 039
Charges sociales	11 455 575	10 009 125
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 247 233	1 352 630
Dotations aux dépréciations d'immobilisations		80 304
Dotations aux dépréciations d'actifs circulants	287 648	402 692
Dotations aux provisions pour risques et charges	964 609	1 013 963
Autres charges	506 977	653 070
TOTAL III	71 377 324	64 805 896
RESULTAT D'EXPLOITATION	(I + II - III)	5 243 902
		5 288 026

Bénéfice attribué ou perte transférée

Perte supportée ou bénéfice transféré

Compte de résultat consolidé (suite)

	31/08/2016	31/08/2015
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	257 405	223 754
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges		
Différences positives de change	123	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecarts de conversion	3	2
TOTAL IV	257 531	223 756
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	360 539	431 701
Différences négatives de change	17	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecarts de conversion	4	6
TOTAL V	360 560	431 707
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-103 029	-207 951
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	5 140 873	5 080 075
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 336	70 446
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	532 786	1 118 684
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges	80 355	178 314
TOTAL VI	638 477	1 367 444
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	97 871	171 798
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	466 231	1 112 770
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	117 512	34 833
TOTAL VII	681 614	1 319 401
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	-43 137	48 043
Impôts dus sur les bénéfices	1 553 593	1 704 673
Impôts différés sur les bénéfices	-175 314	-266 802
TOTAL VIII	1 378 279	1 437 871
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	77 597 234	71 685 122
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	73 877 777	67 994 875
Résultat des sociétés intégrées	3 719 457	3 690 247
Résultat des sociétés mises en équivalence	-154 914	
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
RESULTAT GROUPE	3 564 331	3 703 644
RESULTAT HORS GROUPE	212	-13 397
Nombre moyen pondéré d'actions	297 552	288 601
Résultat par action	11,97885	12,83309
Résultat dilué par action	11,97885	12,83309

Soldes intermédiaires de gestion consolidés

	31/08/2016	%	31/08/2015	%
Production vendue	74 196 787		67 485 542	
+ Production stockée				
+ Production immobilisée			196 110	
PRODUCTION DE L'EXERCICE	74 196 787	100,00	67 681 652	100,00
- Autres achats et charges externes	15 240 129	20,54	13 432 501	19,85
VALEUR AJOUTEE	58 956 658	79,46	54 249 151	80,15
+ Subventions d'exploitation	5 381	0,01	11 265	0,02
- Impôts et taxes	2 077 657	2,80	2 110 572	3,12
- Charges de personnel	51 053 071	68,81	45 760 164	67,61
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 831 311	7,86	6 389 680	9,44
+ Transferts de charges d'exploitation	1 570 383	2,12	1 358 980	2,01
+ Reprises de dépréciations et provisions	825 760	1,11	1 020 691	1,51
+ Autres produits	22 915	0,03	21 334	0,03
- Dotations amortiss., dépréciat., provisions	2 499 490	3,37	2 849 589	4,21
- Autres charges	506 977	0,68	653 070	0,96
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 243 902	7,07	5 288 026	7,81
+ Produits financiers	257 531	0,35	223 756	0,33
- Charges financières	360 560	0,49	431 707	0,64
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	5 140 873	6,93	5 080 075	7,51
Produits exceptionnels	638 477	0,86	1 367 444	2,02
- Charges exceptionnelles	681 614	0,92	1 319 401	1,95
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-43 137	-0,06	48 043	0,07
- Impôt dus sur les sociétés	1 553 593	2,09	1 704 673	2,52
- Impôt différés sur les bénéfices	-175 314	-0,24	-266 802	-0,39
Liaison résultat				
RESULTAT DES SOCIÉTÉS INTEGRÉES	3 719 457	5,01	3 690 247	5,45
+ Résultat des sociétés mises en équivalence	-154 914	-0,21		
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	4,80	3 690 247	5,45
RESULTAT GROUPE	3 564 331	4,80	3 703 644	5,47
RESULTAT HORS GROUPE	212	0,00	-13 397	-0,02
Produits de cessions d'éléments d'actif	531 019		1 101 754	
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	466 231		1 112 770	
PLUS/MOINS VALUES SUR CESSIONS D'ACTIFS	64 788		-11 016	

Bilan financier consolidé

ACTIF - Emplois	31/08/2016	31/08/2015	PASSIF - Ressources	31/08/2016	31/08/2015
Ecart d'acquisition			Capital, primes et réserves groupe	23 510 088	20 474 643
Immobilisations incorporelles	37 247 927	33 029 149	Résultat groupe	3 564 331	3 703 644
Immobilisations corporelles	2 856 063	3 200 868	Capitaux propres groupe	27 074 419	24 178 287
Immobilisations financières	2 169 463	749 947			
			Intérêts minoritaires	3 316	1 955
					56 178
			Provisions pour risques et charges	4 087 042	3 368 603
			Financements à moyen/long terme	15 814 514	13 968 415
			Dettes financières diverses	1 161 333	1 312 085
Biens stables (I)	42 273 453	36 979 964	Capitaux permanents (II)	48 140 624	42 885 523
			Fonds de roulement (II-I)	5 867 171	5 905 559
Avances et acomptes versés	4 787	624	Avances et acomptes reçus	500	
Créances clients et rattachés	22 118 377	19 938 094	Fournisseurs et rattachés	1 894 008	1 152 901
Actifs d'impôt différé	1 582 795	1 406 803	Passifs d'impôt différé		
Autres créances et divers	4 481 744	3 413 117	Autres dettes et divers	27 904 864	27 053 776
Biens circulants (III)	28 187 703	24 758 638	Passif circulant (IV)	29 799 372	28 206 677
B.F.R. (III-IV)	-1 611 669	-3 448 039			
Valeurs mobilières de placement		192 560	Concours bancaires courants		614
Disponibilités	7 478 840	9 161 652			
Liquidités (V)	7 478 840	9 354 212	Financements court terme (VI)		614
Trésorerie nette (V-VI)	7 478 840	9 353 598			
TOTAL BILAN ACTIF	77 939 996	71 092 814	TOTAL BILAN PASSIF	77 939 996	71 092 814

Tableau des flux de trésorerie consolidé

	31/08/2016	31/08/2015
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé	1 228 496	1 429 738
Provisions pour risques et charges	600 226	351 797
Subventions virées en résultat	-1 767	
Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt	-71 713	7 344
Variation des impôts différés	-175 314	-266 802
Résultat des sociétés mises en équivalence	154 914	-16 930
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 299 385	5 195 394
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :		
Clients et rattachés	-1 105 651	460 400
Fournisseurs et rattachés	395 754	-182 044
Créances et dettes fiscales et sociales	-351 127	-202 443
Autres créances et dettes	-310 336	162 791
Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)	3 928 025	5 434 098
Acquisitions d'immobilisations	-1 016 108	-1 755 666
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	21 728	98 652
Cessions/Réductions d'immobilisations financières	87 682	1 201 938
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-25 906	114 075
Incidence des variations de périmètre	-4 661 021	-1 187 835
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)	-5 593 625	-1 528 836
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 985 730	-1 904 817
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-700	-700
Augmentations de capital en numéraire		
Subventions d'investissement reçues	8 915	
Variation des avances conditionnées		16 596
Emissions d'emprunts	5 100 000	1 668 571
Remboursements d'emprunts	-3 102 245	-2 209 404
Variation des emprunts et dettes financières divers	-159 398	-92 444
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)	-139 158	-2 522 198
Incidence des variations de cours des devises (IV)		
Variation de trésorerie (I à IV)	-1 804 758	1 383 064
Trésorerie d'ouverture (2)	9 283 598	7 970 534
Trésorerie de clôture	7 478 840	9 353 598

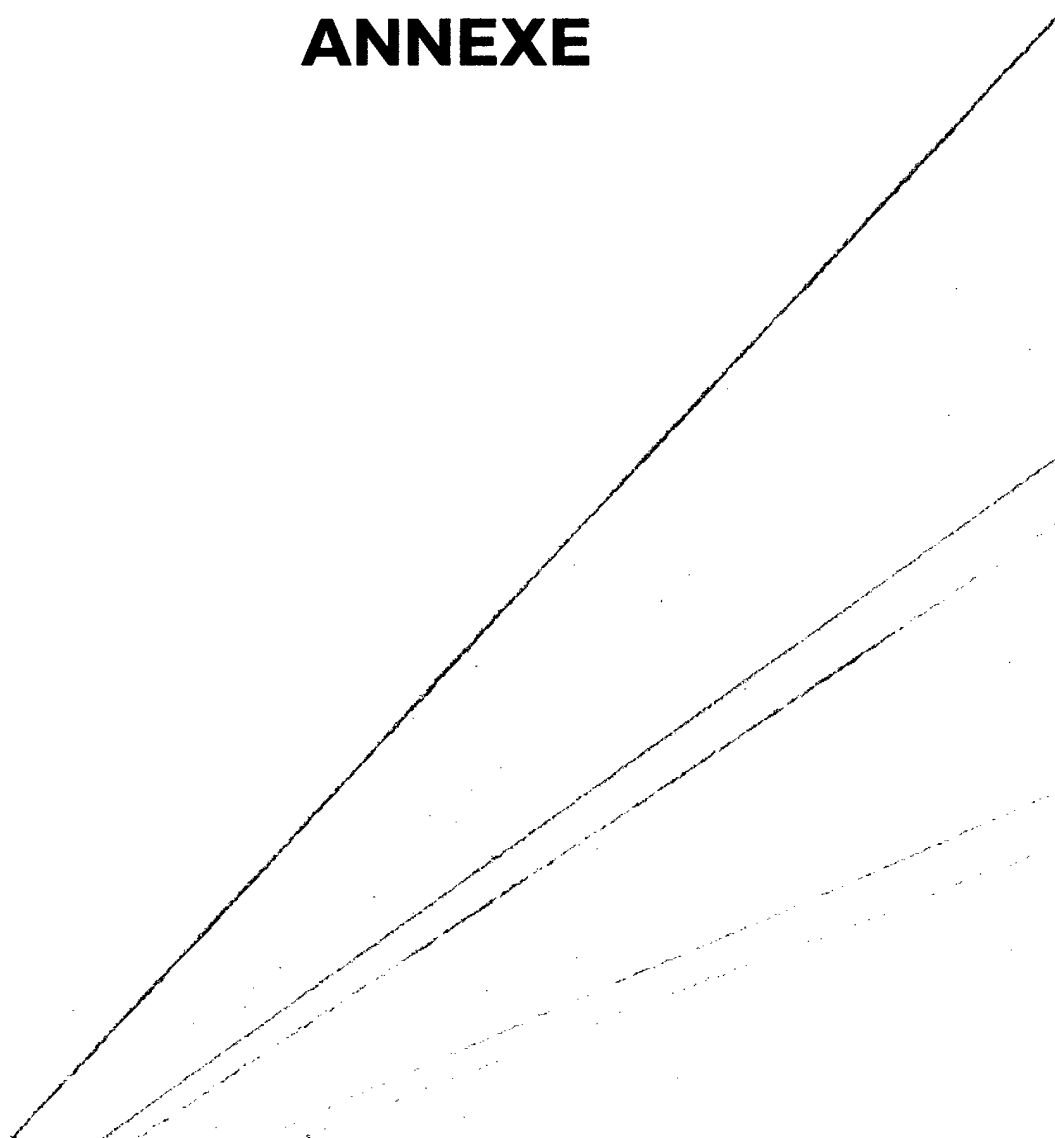
(1) Variation nette de dépréciations.

(2) Après reclassement de 70 000 euros des valeurs mobilières de placement vers les autres titres immobilisés.

Les incidences de variations de périmètre comprennent :

- la trésorerie d'ouverture des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour 257 673 euros ;
- la trésorerie décaissée dans le cadre de l'acquisition des titres des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour -4 854 288 euros ;
- et le solde de trésorerie de l'exercice précédent de la société FIZEN pour -64 406 euros.

ANNEXE



Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, le groupe a pris le contrôle :

- de 100% de la SAS **SOFIDER**, sise à Redon ;
- de 100% de la SARL **AUDIT ET DIAGNOSTIC**, sise à Paris, par prise de contrôle de deux sociétés holding, la SAS A&D HOLDING et la SARL DMTL AUDIT FINANCE.

Suite à plusieurs opérations juridiques réalisées au cours de l'exercice, le groupe ne détient plus que 29,77% de la société **ECL DIRECT**, et n'exerce plus de contrôle conjoint sur cette société.

A compter de cet exercice, la société ECL DIRECT est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, et sa filiale **FIZEN** ne fait plus partie du périmètre de consolidation.

I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation

A) Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société STREGO sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999 et mis à jour par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

B) Modalités de consolidation

1- Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

2- Date de clôture

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 août 2016, à l'exception de la société ECL DIRECT qui a clôturé ses comptes le 30 juin 2016.

Ces sociétés ont toutes une durée d'exercice de 12 mois, à l'exception de la société SOFIDER qui a intégré les comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2016, avec une durée de 8 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3- Opérations réciproques

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

Les opérations réciproques avec les entités consolidées par intégration proportionnelle ont été éliminées dans la limite du pourcentage détenu par le groupe dans ces entités.

4- Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le groupe dispose d'un délai courant jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition pour arrêter le montant définitif de l'écart d'acquisition.

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecart d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres ».

Les écarts d'acquisition sont repris au résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Les valeurs nettes des écarts d'acquisition sont appréciées à chaque clôture. Dans le cas où la valeur recouvrable d'un écart d'acquisition se trouve être inférieure à sa valeur nette comptable en conséquence de certains changements défavorables, un amortissement exceptionnel est constaté dans les comptes.

C) Méthodes et règles d'évaluation

1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée pour l'ensemble immobilier détenu par la SCI FONCIERE D'HARLEVILLE.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

• Licences techniques	1 à 3 ans
• Logiciels gestion cabinet	3 à 4 ans
• Constructions	20 ans
• Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
• Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans
• Matériel de transport	3 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4- Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite.

5- Résultat courant et résultat exceptionnel

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

6- Modalités de détermination du résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

7- Intérêts minoritaires négatifs

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée par intégration globale devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires.

A la clôture de l'exercice, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernent :

- la société WEBLEX pour 36 808 euros ;
- la société EUFRATE pour 1 866 euros ;
- la société EUFRATE 2 pour 14 679 euros.

A la clôture de l'exercice précédent, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernaient :

- la société WEBLEX pour 12 700 euros ;
- la société EUFRATE pour 2 027 euros.

D) Principes de consolidation

1- Frais accessoires des immobilisations

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

2- Subventions d'investissement

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

3- Provisions réglementées

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

4- Imposition différée

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 33,33%.

5- Elimination des résultats internes au groupe

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

7- Contrats de location-financement

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement n'a pas été appliquée dans la mesure où les montants ne sont pas significatifs.

La société STREGO utilise la location évolutive pour financer son matériel informatique. Un contrat cadre a été signé le 2 juin 2009 pour une durée initiale de 36 mois. Au cours du contrat, les matériels sont restitués au bailleur et remplacés par des neufs. Ainsi la propriété des biens n'est jamais transférée au loueur.

8- Engagements en matière de retraite

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

9- Frais de personnel

La participation des salariés a été reclassée en charges de personnel.

II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 12 entités. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale, à l'exception de la société ECL DIRECT consolidée par mise en équivalence.

Les entités consolidées sont détenues en direct par la société consolidante STREGO, à l'exception de SACOPAL détenue par STREGO AUDIT, et d'AUDIT ET DIAGNOSTIC détenue par A&D HOLDING.

Entités	Siège social	Numéro SIREN	Méthode		% de contrôle		% d'intérêt	
			2016	2015	2016	2015	2016	2015
SAS STREGO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	063 200 885	Entité consolidante				100,00%	100,00%
SAS STREGO AUDIT	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	800 382 434	IG	IG	100,00%	99,90%	100,00%	99,90%
SA SACOPAL	5 rue Albert Londres 44300 NANTES	334 039 500	IG	IG	99,98%	99,99%	99,98%	99,99%
SAS SOFIDER	38 rue de Cotard 35600 REDON	326 544 905	IG	-	99,96%	-	99,96%	-
SAS A&D HOLDING	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	519 256 093	IG	-	100,00%	-	100,00%	-
SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	345 280 051	IG	-	99,98%	-	99,97%	-
SNC OMBELLO	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	803 649 284	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS WEBLEX	6 rue Rose Dieng-Kuntz 44000 NANTES	803 064 815	IG	IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SARL EUFRATE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	520 830 340	IG	IG	99,46%	99,52%	99,46%	99,52%
SARL EUFRATE 2	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	813 011 913	IG	IG	49,90%	49,90%	49,90%	49,90%
SCI D'HARLEVILLE	4 rue Papiau de la Verrie 49000 ANGERS	417 786 456	IG	IG	98,00%	98,00%	98,00%	98,00%
SAS ECL DIRECT	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	502 800 337	MEE	IP	29,77%	30,00%	29,77%	30,00%
SAS FIZEN	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	790 184 329	-	IP	-	31,93%	-	31,93%
SAS HOLDICABEX	8 rue André Baudrit 17320 MARENNES	449 681 196	-	IG	-	100,00%	-	100,00%
SAS CABEX S.O.	8 rue André Baudrit 17320 MARENNES	323 634 121	-	IG	-	100,00%	-	100,00%

IG : Intégration globale
 IP : Intégration proportionnelle
 MEE : Mise en équivalence

III) Informations permettant la comparabilité des comptes

A) Variation du périmètre de consolidation et pourcentages d'intérêts

1- Entrées dans le périmètre de consolidation

• SOFIDER

La société STREGO a pris le contrôle de la SAS SOFIDER le 21 janvier 2016 par apport de 100% des titres, société qui exploite un cabinet d'expertise comptable à REDON (35).

Le coût d'acquisition des titres s'élève à 874 254 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 546 572 euros.

La société SOFIDER intègre les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2015, date retenue dans le cadre du protocole d'acquisition.

Les comptes consolidés contiennent un exercice de 8 mois de la société SOFIDER. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé s'élève à 794 k€, et sa contribution au résultat net consolidé s'élève à 109 k€.

• A&D HOLDING, DMTL AUDIT FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC

La société STREGO :

- a acquis 77,50% des titres de la SAS A&D HOLDING le 15 septembre 2015, société qui détient 99,98% de la SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC ;
- a reçu par voie d'apport 100% des titres de la SARL DMTL AUDIT ET FINANCE le 21 janvier 2016, société qui détient 22,50% de la SAS A&D HOLDING.

Le coût d'acquisition des titres de la SAS A&D HOLDING s'élève à 4 402 961 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus, et le coût d'acquisition des titres de la SARL DMTL AUDIT ET FINANCE s'élève à 859 263 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation dans la société AUDIT ET DIAGNOSTIC, comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 4 642 482 euros.

La société DMTL AUDIT ET FINANCE a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine au profit de la société STREGO à la date du 28 août 2016.

Les sociétés A&D HOLDING, DMTL AUDIT FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC intègrent les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 août 2015, date retenue dans le cadre du protocole d'acquisition.

La contribution de ces trois sociétés au chiffre d'affaires consolidé s'élève à 5 817 k€, et leur contribution au résultat net consolidé s'élève à 27 k€.

2- Changements de méthode de consolidation sans changement du périmètre

• ECL DIRECT

Plusieurs augmentations de capital par apports en nature et par apports en numéraire, d'un montant global de 1 349 373 euros dans lequel la société consolidante STREGO a participé à hauteur de 434 580 euros, ont conduit à porter la détention du groupe dans la société ECL DIRECT de 30,00% à 29,77%.

Suite à ces opérations juridiques, le groupe n'exerce plus un contrôle conjoint sur ECL DIRECT, et la société est désormais consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Par conséquent, sa filiale FIZEN ne fait plus partie du périmètre de consolidation à compter de l'ouverture de l'exercice.

La diminution du pourcentage d'intérêt du groupe dans les sociétés ECL DIRECT (-0,23%) et FIZEN (-31,93%) a conduit à comptabiliser un résultat de cession de -73 542 euros, comptabilisé dans les charges exceptionnelles de l'exercice.

Lors de l'exercice précédent, la contribution des sociétés ECL DIRECT et FIZEN au chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 1 394 k€, leur contribution au résultat d'exploitation consolidé s'élevait à -85 k€, et leur contribution au résultat net consolidé s'élevait à -33 k€.

3- Sorties du périmètre de consolidation et cessions de branches d'activité

Les sociétés **HOLDICABEX** et **CABEX SEUDRE OCEAN** ont été absorbées par la société mère STREGO dans le cadre d'une fusion avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2015.

Comme évoqué précédemment, la société **FIZEN** est sortie du périmètre de consolidation à compter de l'ouverture de l'exercice.

4- Modifications du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode

Des prêts d'actions de plusieurs sociétés du groupe ont été consentis au cours de l'exercice. Ils ont pour effet de très légèrement diminuer le pourcentage d'intérêts du groupe dans les sociétés concernées, sans incidence significative.

B) Changements comptables

Il n'a été procédé à aucun changement comptable au cours de l'exercice écoulé.

IV) Explications des postes du bilan consolidé

A) Autres immobilisations incorporelles

Nature	31/08/2016			31/08/2015
	Brut	Dépréciation	Net	
Clientèle acquise				
STREGO	12 282 111		12 282 111	12 850 530
STREGO AUDIT	854 358		854 358	
SACOPAL	195 205		195 205	195 205
AUDIT ET DIAGNOSTIC	395 800		395 800	
SOFIDER	233 049		233 049	
CABEX SEUDRE OCEAN				51 070
PAREXCO				
TOURNAIRE ET ASSOCIES				
Sous-total	13 960 523		13 960 523	13 096 805
Ecart d'évaluation				
AUDITEF	1 002 495		1 002 495	1 002 495
AUDIT ET DIAGNOSTIC	4 642 482		4 642 482	
CABEX SEUDRE OCEAN	1 082 665		1 082 665	1 082 665
CABINET C.BEGAUD	313 014		313 014	313 014
CABINET DUNOYER	314 091		314 091	314 091
CABINET G.FONTAINE	11 311		11 311	23 853
CABINET HERVIEU COGEN	868 547		868 547	868 547
CIREC	928 604		928 604	928 604
COGEX	1 266 235		1 266 235	1 266 235
DVA	8 000		8 000	8 000
ECL GROUPE (I.P. à 30,00%)				631 948
EXPERTIS	1 005 688		1 005 688	1 005 688
GB ASSOCIES	103 000		103 000	103 000
GLR	68 393		68 393	68 393
PAREXCO	961 003		961 003	961 003
SACOPAL	122 431		122 431	122 431
SOCECO	2 345 505		2 345 505	2 345 505
SOFIDER	546 572		546 572	
TLD	994 061		994 061	994 061
TOURNAIRE ET ASSOCIES	491 823		491 823	491 823
Sous-total	17 075 920		17 075 920	12 531 356
Usufruit sur immeubles				
STREGO	7 643 920	1 871 057	5 772 863	6 158 296
Sous-total	7 643 920	1 871 057	5 772 863	6 158 296
TOTAL	38 680 363	1 871 057	36 809 306	31 786 457

B) Actif immobilisé

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	2 064 783	-455 653	175 968	205 961	111 255	1 690 392
Fonds commercial	1 016 482	-871 237				145 245
Autres immobilisations incorporelles	33 272 081	5 185 955	237 301	14 974		38 680 363
Immobilisations en cours	84 110		72 570		-84 110	72 570
Immobilisations incorporelles	36 437 456	3 859 065	485 839	220 935	27 145	40 588 570
Terrains	20 652					20 652
Constructions	446 379					446 379
Installations techn., matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	8 703 932	251 400	412 229	325 079	1 256	9 043 738
Immobilisations en cours	28 401				-28 401	
Immobilisations corporelles	9 199 364	251 400	412 229	325 079	-27 145	9 510 769
Participations par mise en équivalence		1 367 086			-154 914	1 212 172
Créances rattachées à des participations	78 664	221 225	7 777	19 680	-279 580	8 406
Autres titres immobilisés	393 327	160 495	82 011	2 889	20 000	652 944
Autres immobilisations financières	277 956	51 907	28 252	62 174		295 941
Immobilisations financières	749 947	1 800 713	118 040	84 743	-414 494	2 169 463
TOTAL	46 386 767	5 911 178	1 016 108	630 757	-414 494	52 268 802

L'effet des variations de périmètre concerne l'entrée des sociétés SOFIDER et AUDIT ET DIAGNOSTIC, ainsi que la sortie des sociétés ECL DIRECT et FIZEN.

Les entrées d'Autres immobilisations incorporelles concernent l'acquisition des clientèles TROTET (Alençon) et CHEVALIER (Redon).

Les autres variations contiennent le résultat de la société ECL DIRECT pour -155 k€, les augmentations de capital ECL DIRECT souscrites par STREGO par conversion de créances en compte courant pour -330 k€, et le reclassement de parts sociales antérieurement classées dans les Valeurs mobilières de placement pour +70 k€.

C) Amortissements et dépréciations des immobilisations

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	1 625 870	-106 764	139 617	204 382		1 454 341
Fonds commercial	296 813	-281 568				15 245
Autres immobilisations incorporelles	1 485 624		385 433			1 871 057
Immobilisations incorporelles	3 408 307	-388 332	525 050	204 382		3 340 643
Constructions	358 653		24 174			382 827
Autres immobilisations corporelles	5 639 843	255 879	698 008	321 851		6 271 879
Immobilisations corporelles	5 998 496	255 879	722 182	321 851		6 654 706
Immobilisations financières						
TOTAL	9 406 803	-132 453	1 247 232	526 233		9 995 349

D) Immobilisations financières

1- Participations par mise en équivalence

Entités	Détention	Valeur comptable des titres	Contribution aux réserves du groupe	Contribution au résultat du groupe
ECL DIRECT	29,77%	1 212 172	21 300	-154 914
TOTAL		1 212 172	21 300	-154 914

Les créances rattachées à ces participations par mise en équivalence inscrites à l'actif du bilan consolidé s'élèvent à 8 406 euros, contre 78 664 euros au titre de l'exercice précédent.

2- Autres titres immobilisés

Entités	31/08/2016	31/08/2015
Obligations convertibles ECL	500 000	350 017
Intérêts courus sur O.C. ECL	55 000	29 501
Parts sociales établiss. financiers	91 023	5 013
Divers	6 921	8 796
TOTAL	652 944	393 327

3- Autres immobilisations financières

Entités	31/08/2016	31/08/2015
Dépôts et cautionnements	222 022	167 777
Créances Stregimo	42 963	79 223
Créances PrimeGlobal France	30 956	30 956
TOTAL	295 941	277 956

E) Créances

Nature	Valeur brute	Échéances			Dépréciation	Valeur nette
		1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans		
Avances et acomptes versés	4 787	4 787				4 787
Créances clients et rattachés	21 809 714	21 809 714				21 809 714
Clients douteux	1 341 874	1 341 874			1 033 211	308 663
Actifs d'impôt différé	1 582 795	1 582 795				1 582 795
Créances sociales	13 030	13 030				13 030
Créances fiscales	2 483 860	2 483 860				2 483 860
Autres débiteurs	444 422	444 422				444 422
TOTAL	27 680 482	27 680 482			1 033 211	26 647 271

F) Dépréciations de l'actif circulant

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	1 003 512	147 534	287 648	405 483	1 033 211
TOTAL	1 003 512	147 534	287 648	405 483	1 033 211

G) Trésorerie

La trésorerie nette présentée dans le tableau des flux de trésorerie a été déterminée ainsi :

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Valeurs mobilières de placement		192 560
+ Disponibilités	7 478 840	9 161 652
- Concours bancaires courants		614
TRESORERIE NETTE	7 478 840	9 353 598

H) Autres éléments d'actif

Les montants inscrits en charges constatées d'avance ne concernent que des opérations à caractère habituel.

I) Capitaux propres

Le capital social de l'entité consolidante s'élève à 6 338 262 euros, divisé en 301 822 actions de 21 euros.

Une augmentation de capital par création de 7 456 actions nouvelles a été réalisée au cours de l'exercice en rémunération de l'apport de 100% des titres DMTL AUDIT ET FINANCE.

Une augmentation de capital par création de 4 142 actions nouvelles a été réalisée au cours de l'exercice en rémunération de l'apport de 56,75% des titres SOFIDER.

Le capital est entièrement libéré.

Tableau de variation des capitaux propres

Nature	Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2014	22 020 880	18 139	22 039 019
Variation de capital de l'entité consolidante	426 170		426 170
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2015	3 703 644	-13 397	3 690 247
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-1 904 817		-1 904 817
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Changements de méthodes comptables	-68 745	-1 403	-70 148
Variation de pourcentages d'intérêts	18	458	476
Autres variations	1 137	-1 142	-5
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2015	24 178 287	1 955	24 180 242
Variation de capital de l'entité consolidante	1 317 997		1 317 997
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2016	3 564 331	212	3 564 543
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-1 985 730		-1 985 730
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Changements de méthodes comptables			
Variation de pourcentages d'intérêts	-469	1 851	1 382
Autres variations	3	-2	1
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2016	27 074 419	3 316	27 077 735

J) Autres fonds propres

Les avances conditionnées de l'exercice précédent correspondent au solde d'un prêt accordé par OSEO à la société ECL DIRECT.

K) Provisions pour risques et charges

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Litiges clients	376 275		455 395	376 275	455 395
Litiges autres	78 548	30 000	117 512	61 618	164 442
Autres provisions pour risques					
Provisions pour risques	454 823	30 000	572 907	437 893	619 837
Engagements de retraite et assimilés	2 913 780	88 213	509 214	44 002	3 467 205
Autres provisions pour charges					
Provisions pour charges	2 913 780	88 213	509 214	44 002	3 467 205
TOTAL	3 368 603	118 213	1 082 121	481 895	4 087 042
Répartition des dotations et reprises :					
Résultat d'exploitation	-	-	964 609	420 277	-
Résultat financier	-	-	-	-	-
Résultat exceptionnel	-	-	117 512	61 618	-

• Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 1,96% par an
(moyenne des taux iBoxx au 31 août des 4 derniers exercices)
- Turnover : moyen
- Table de mortalité : INSEE 2015
- Initiative du départ en retraite : salariés 100%
- Taux de charges sociales : 43% salariés ; 46% TNS

Le groupe a souscrit depuis l'exercice clos le 31 août 2000 une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière pour les salariés. Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versements de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles. Aucun versement n'a été réalisé dans l'exercice.

L'épargne globale cumulée à la clôture de l'exercice s'élève à 951 319 euros.

Nature	Engagement net à l'ouverture	Variation périmètre	Engagement à la clôture	Couverture à la clôture	Engagement net à la clôture	Variation de l'exercice
Salariés	1 731 113	88 213	3 195 223	951 319	2 243 904	424 578
TNS	1 182 667		1 223 301		1 223 301	40 634
TOTAL	2 913 780	88 213	4 418 524	951 319	3 467 205	465 212

L) Impôts sur les résultats

1- Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	31/08/2016	31/08/2015
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
- Résultat des sociétés mises en équivalence	-154 914	
+ Impôt sur les résultats (a)	1 378 279	1 437 871
Résultat théorique taxable	5 097 736	5 128 118
Impôt théorique au taux en vigueur de 33,33% (b)	1 699 245	1 709 373
Différence d'impôt (a) - (b)	-320 966	-271 502

Justification de la différence d'impôt	31/08/2016	31/08/2015
CICE non imposable	-364 718	-344 936
Charges non déductibles et produits non imposables	53 046	63 964
Résultat et distributions des sociétés transparentes	1 981	6 498
Contributions additionnelles d'impôt	84 316	84 950
Crédits d'impôt	-83 431	-81 978
Effet des cessions de titres consolidés	-12 160	
Différence d'impôt (a) - (b)	-320 967	-271 502

2- Ventilation des actifs et passifs d'impôt différé

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Frais d'acquisition de titres	29 467	2 654
Non-valeurs	1 102	2 413
Provisions pour engagements de retraite	1 155 734	971 259
Profits internes sur cessions d'actifs immobilisés	3 333	3 333
Harmonisation des comptes réciproques	62	3 939
Décalsages temporaires (provisions non déductibles)	372 498	376 542
Déficits fiscaux reportables (1)	68 264	100 074
Impôts différés Actif	1 630 460	1 460 214
Provisions réglementées	28 618	35 249
Dépréciations internes de créances	12 333	12 333
Résultat intercalaire des sociétés transparentes	6 714	5 829
Impôts différés Passif	47 665	53 411
Solde des impôts différés (Actif - Passif)	1 582 795	1 406 803

Après compensation par entité fiscale :

Actifs d'impôt différé	1 582 795	1 406 803
Provisions pour passif d'impôt différé		

(1) Au 31/08/2016 : il s'agit des déficits reportables de la société WEBLEX d'un montant de 204 793 euros.

M) Dettes

Échéances des dettes	Montant	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	15 796 856	2 944 563	8 177 559	4 674 734
Intérêts courus sur emprunts	17 658	17 658		
Concours bancaires courants				
Emprunts et dettes financières divers	1 161 333	430 541	729 919	873
Avances et acomptes reçus sur commandes	500	500		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 894 008	1 894 008		
Dettes fiscales et sociales	14 001 594	14 001 594		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 299	60 299		
Autres dettes	391 539	391 539		
TOTAL	33 323 787	19 740 702	8 907 478	4 675 607

La variation des emprunts et dettes financières s'explique comme suit :

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Augmentat.	Diminution	Clôture
Emprunts et dettes auprès étab. de crédit	13 945 913	-151 290	5 100 000	3 097 767	15 796 856
Intérêts courus sur emprunts	22 502	-366		4 478	17 658
Concours bancaires courants	614	-563		51	
Dépôts de garanties reçus	2 349	-1 188		288	873
Participation des salariés	1 115 667			121 377	994 290
Comptes courants créditeurs	194 069	9 834		37 733	166 170
TOTAL	15 281 114	-143 573	5 100 000	3 261 694	16 975 847

N) Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comprennent notamment le solde des subventions d'investissement, dont le montant s'élève à 7 148 euros à la clôture de l'exercice.

O) Instruments financiers

La société STREGO a souscrit des contrats SWAP auprès :

- du CIC jusqu'en juillet 2021 afin de garantir à 0.61 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 1 500 k€.
- du CIC jusqu'en avril 2019 afin de garantir à 0.62 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 500 k€.
- de la BPA jusqu'en janvier 2030 afin de garantir à 0.92 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 1 400 k€.
- de la BNP jusqu'en janvier 2019 afin de garantir à 0.53 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 450 k€.

P) Engagements hors bilan

Nature	Engagements donnés	Engagements reçus
Cautions hypothécaires	1 288 100	5 606 873
Cautions solidaires au profit de ECL DIRECT et sa filiale FIZEN	184 000	
Cautions bancaires		110 000
Billets financiers non utilisés		3 030 000
Découverts autorisés non utilisés		1 700 000
Engagements de crédit-bail mobilier	18 818	
Dotation à la Fondation Strego	22 000	
TOTAL	1 512 918	10 446 873

V) Explications des postes du compte de résultat consolidé

A) Produits d'exploitation

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Production immobilisée		196 110
Subventions d'exploitation	5 381	11 265
Reprises amortissements		58
Reprises dépréciations actif circulant	405 483	498 810
Reprises provisions risques et charges	420 277	521 823
Transferts de charges d'exploitation	1 570 383	1 358 980
Autres produits	22 915	21 334
TOTAL	2 424 439	2 608 380

B) Autres achats et charges externes

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Achats de sous-traitance	1 196 014	998 708
Achats non stockés de matières et fournitures	930 645	824 086
Sous-traitance générale		897
Locations	3 196 728	3 118 514
Entretiens et réparations	1 761 757	1 636 829
Primes d'assurance	1 175 772	1 400 910
Etudes, documentations, séminaires	266 814	247 807
Personnels extérieurs	601 308	130 198
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	1 577 187	886 402
Publicité, publications, relations publiques	630 709	581 152
Transports de biens et du personnel	4 047	2 022
Déplacements, missions et réceptions	2 000 722	1 739 788
Frais postaux et de télécommunications	999 831	978 168
Services bancaires et assimilés	207 579	195 684
Divers (cotisations, ...)	691 016	691 336
TOTAL	15 240 129	13 432 501

C) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes liés au contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 44 705 euros.

D) Charges de personnel et effectif

1- Charges de personnel

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Salaires et traitements, charges sociales	49 909 708	44 330 124
Participation des salariés	470 966	573 124
Intéressement	672 397	856 916
TOTAL	51 053 071	45 760 164

2- Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 1 094 154 euros a été porté au crédit du poste « Charges sociales » du compte de résultat, et vient en diminution des charges d'exploitation. Au titre de l'exercice précédent, le CICE s'élevait à 1 034 858 euros.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2015 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice, et le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés du prochain exercice.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Ce crédit d'impôt est utilisé pour des efforts en matière d'investissements, de formation et de recrutement.

3- Effectif

Nature	31/08/2016	31/08/2015
STREGO	760	734
SOFIDER	15	
AUDIT ET DIAGNOSTIC	48	
EUFRATE	1	1
OMBELLO	6	6
WEBLEX	3	1
ECL DIRECT	-	28
FIZEN	-	1
TOTAL	833	771

E) Produits et charges financiers

Nature	31/08/2016		31/08/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts des emprunts bancaires		135 903		138 857
Intérêts des emprunts bancaires immobiliers		181 083		239 702
Intérêts des dettes de participation		9 675		22 707
Intérêts des billets à ordre et des swap		26 505		15 830
Intérêts des comptes courants		5 124		11 168
Intérêts bancaires		1 141		3 437
Gains et pertes de change	123	17		
Intérêts des O.C. ECL DIRECT	65 000		21 000	
Autres produits et charges financiers	192 408	1 112	202 756	6
TOTAL	257 531	360 560	223 756	431 707

F) Produits et charges exceptionnels

Nature	31/08/2016		31/08/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits de cession des éléments d'actif	46 519		1 101 754	
Valeur comptable éléments d'actif cédés		67 293		1 112 770
Cession titres consolidés et variat. périmètre	484 500	398 938	16 930	
QP de subventions d'investissement	1 767			
Rentrées sur créances amorties	12 941		20 954	
Pénalités et amendes		342		630
Franchises sur sinistres clients		13 696		20 306
Amortissements, dépréciations, provisions	80 355	117 512	178 314	34 833
Autres produits et charges exceptionnels	12 395	83 833	49 492	150 862
TOTAL	638 477	681 614	1 367 444	1 319 401

G) Résultat par action

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice a été déterminé en tenant compte de l'augmentation de capital de la société consolidante réalisée le 21 janvier 2016.

Le capital social était divisé en 290 224 actions, avant d'être augmenté au cours de l'exercice pour être divisé en 301 822 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions retenu s'élève ainsi à 297 552 actions.

VI) Autres informations

A) Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, ayant des incidences financières significatives et dont la connaissance est nécessaire à la bonne information concernant l'activité et la situation financière du groupe, n'est connu à la date d'arrêté des comptes.

B) Transactions avec les parties liées

Les transactions qui pourraient être conclues avec des parties liées sont soit jugées non significatives, soit considérées comme conclues à des conditions normales de marché.

C) Rémunération des dirigeants

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.

D) Passage des capitaux propres sociaux aux consolidés

Nature	Résultat	Capital et réserves	TOTAL
Cumul des comptes sociaux	4 104 573	32 521 416	36 625 989
• Harmonisation dates de clôture, intra-groupes	940	-1 125	-185
ID sur retraitement	-313	375	62
• Impôts différés sur déficits reportables	10 269	57 995	68 264
• Impôts différés sur décalages temporaires	-6 465	378 963	372 498
• Impôts différés sur résultat intercalaire	-885	-5 829	-6 714
• Retraitement frais d'acquisition de titres	-2 500	2 500	
• Impôts différés sur frais d'acq. de titres	-1 914	38 461	36 547
• Amortiss. dérogatoires frais d'acq. de titres	17 037	4 202	21 239
ID sur retraitement	-5 679	-1 401	-7 080
• Elimination des dividendes	-88 090	88 090	
• Elimin. profits sur cessions d'immobilisations	-1 339 373	-10 000	-1 349 373
ID sur retraitement		3 333	3 333
• Elimin. dépréciations internes de titres		24 050	24 050
ID sur retraitement			
• Elimin. dépréciations internes de créances		37 000	37 000
ID sur retraitement		-12 333	-12 333
• Amortiss. dérogatoires sur actif immobilisé	-15 690	101 545	85 855
ID sur retraitement	5 230	-33 848	-28 618
• Neutralisation provision retraite existante	73 254	327 564	400 818
• Comptabilisation provision retraite	-465 212	-3 005 383	-3 470 595
ID sur retraitement	155 071	1 001 793	1 156 864
• Retraitement frais d'établissement	3 930	-7 236	-3 306
ID sur retraitement	-1 311	2 413	1 102
• Ecart d'évaluation sur incorporels		17 715 538	17 715 538
• Elimination mali de fusion	1 195 213	-12 640 750	-11 445 537
Comptes sociaux retraités	3 638 085	36 587 332	40 225 417
Intérêts minoritaires	212	3 104	3 316
Part du groupe avant élimination	3 637 873	36 584 228	40 222 101
- Valeur des titres	-	13 147 683	13 147 683
+ Variation de périmètre	-73 542	73 542	
Part du groupe	3 564 331	23 510 087	27 074 418
TOTAL	3 564 543	23 513 191	27 077 734

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes
143 rue de Paris
CS 92107
53062 - LAVAL CEDEX 9
556 950 525 RCS LAVAL

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes
4, rue Fernand Forest
49000 – ANGERS

303 526 966 RCS ANGERS

S T R E G O
Société par actions simplifiée au capital de 6 338 262 euros
Siège social : 4, rue Papiau de la Verrie
49009 – ANGERS CEDEX 01
063 200 885 RCS ANGERS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
Exercice clos le 31 août 2016

Exemplaire destiné au greffe

S T R E G O
Société par actions simplifiée au capital de 6 338 262 euros
Siège social : 4, rue Papiou de la Verrie
49009 – ANGERS CEDEX 01
063 200 885 RCS ANGERS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES
Exercice clos le 31 août 2016**

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2016, sur :

- ⇒ le contrôle des comptes consolidés de la société STREGO, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ⇒ la justification de nos appréciations,
- ⇒ la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Comité de Direction. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'établissement des comptes consolidés de votre société. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

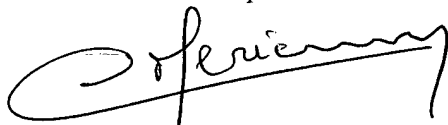
III – VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport de gestion complémentaire du Comité de Direction.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Laval et Angers, le 11 janvier 2017

SAS ALTONEO AUDIT
Commissaire aux comptes



Christophe MERIENNE
Associé

SAS FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes



Frédéric PLOQUIN
Associé

Bilan Actif consolidé

	Montant Brut	Dépréciation	31/08/2016	31/08/2015
ECART D'ACQUISITION I				
Capital souscrit non appelé II				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 690 392	1 454 341	236 051	438 913
Fonds commercial	145 245	15 245	130 000	719 669
Autres immobilisations incorporelles	38 680 363	1 871 057	36 809 306	31 786 457
Immobilisations en cours	72 570		72 570	84 110
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	20 652		20 652	20 652
Constructions	446 379	382 827	63 552	87 726
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres Immobilisations corporelles	9 043 738	6 271 879	2 771 859	3 064 089
Immobilisations en cours				28 401
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation				
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence	1 212 172		1 212 172	
Créances rattachées à des participations	8 406		8 406	78 664
Autres titres Immobilisés	652 944		652 944	393 327
Prêts				
Autres immobilisations financières	295 941		295 941	277 956
TOTAL III	52 268 802	9 995 349	42 273 453	36 979 964
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	4 787		4 787	624
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 151 588	1 033 211	22 118 377	19 938 094
Actifs d'impôt différé	1 582 795		1 582 795	1 406 803
Autres créances	2 941 312		2 941 312	2 370 721
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				192 560
Actions propres				
Disponibilités	7 478 840		7 478 840	9 161 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 540 432		1 540 432	1 042 396
TOTAL IV	36 699 754	1 033 211	35 666 543	34 112 850
Charges à répartir s/plusieurs exercices V				
Primes remboursement des obligations VI				
Ecart de conversion actif VII				
Ecart d'arrondi actif VIII				
TOTAL GENERAL (I à VIII)	88 968 556	11 028 560	77 939 996	71 092 814

Bilan Passif consolidé

	31/08/2016	31/08/2015
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 338 262	6 094 704
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	17 171 826	14 379 939
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau		
Résultat Groupe	3 564 331	3 703 644
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
TOTAL I	27 074 419	24 178 287
INTERETS MINORITAIRES		
Intérêts hors groupe	3 104	15 352
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	212	-13 397
TOTAL II	3 316	1 955
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		56 178
TOTAL III		56 178
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	619 837	454 823
Provisions pour charges	3 467 205	2 913 780
Provisions pour passif d'impôt différé		
TOTAL IV	4 087 042	3 368 603
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 814 514	13 968 415
Concours bancaires courants		614
Emprunts en crédit-bail		
Emprunts et dettes financières divers	1 161 333	1 312 085
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 894 008	1 152 901
Dettes fiscales et sociales	14 001 594	13 210 495
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 299	86 205
Autres dettes	391 539	381 580
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	13 451 432	13 375 496
TOTAL V	46 775 219	43 487 791
Ecarts de conversion passif	VI	
Ecarts d'arrondi passif	VII	
TOTAL GENERAL (I à VII)	77 939 996	71 092 814

Compte de résultat consolidé

	31/08/2016	31/08/2015
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
Ventes de marchandises France		
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services France	74 012 438	67 457 174
Production vendue de services Export	184 349	28 368
TOTAL I	74 196 787	67 485 542
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée		196 110
Subventions d'exploitation	5 381	11 265
Reprises de dépréciations, provisions, amortiss., et transferts de charges	2 396 143	2 379 671
Autres produits	22 915	21 334
TOTAL II	2 424 439	2 608 380
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation des stocks de matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	15 240 129	13 432 501
Impôts, taxes et versements assimilés	2 077 657	2 110 572
Salaires et traitements	39 597 496	35 751 039
Charges sociales	11 455 575	10 009 125
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 247 233	1 352 630
Dotations aux dépréciations d'immobilisations		80 304
Dotations aux dépréciations d'actifs circulants	287 648	402 692
Dotations aux provisions pour risques et charges	964 609	1 013 963
Autres charges	506 977	653 070
TOTAL III	71 377 324	64 805 896
RESULTAT D'EXPLOITATION (I + II - III)	5 243 902	5 288 026
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		

Compte de résultat consolidé (suite)

	31/08/2016	31/08/2015
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	257 405	223 754
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges		
Différences positives de change	123	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	3	2
TOTAL IV	257 531	223 756
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	360 539	431 701
Différences négatives de change	17	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion	4	6
TOTAL V	360 560	431 707
RESULTAT FINANCIER (IV - V)	-103 029	-207 951
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 140 873	5 080 075
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25 336	70 446
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	532 786	1 118 684
Reprises de dépréciations, provisions, et transferts de charges	80 355	178 314
TOTAL VI	638 477	1 367 444
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	97 871	171 798
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	466 231	1 112 770
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	117 512	34 833
TOTAL VII	681 614	1 319 401
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI - VII)	-43 137	48 043
Impôts dus sur les bénéfices	1 553 593	1 704 673
Impôts différés sur les bénéfices	-175 314	-266 802
TOTAL VIII	1 378 279	1 437 871
TOTAL DES PRODUITS (I + II + IV + VI)	77 597 234	71 685 122
TOTAL DES CHARGES (III + V + VII + VIII)	73 877 777	67 994 875
Résultat des sociétés intégrées	3 719 457	3 690 247
Résultat des sociétés mises en équivalence	-154 914	
Dotations aux amortissements des écarts acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
RESULTAT GROUPE	3 564 331	3 703 644
RESULTAT HORS GROUPE	212	-13 397
Nombre moyen pondéré d'actions	297 552	288 601
Résultat par action	11,97885	12,83309
Résultat dilué par action	11,97885	12,83309



COPIE VÉRIFIÉE
Commissaire aux Comptes

Tableau des flux de trésorerie consolidé

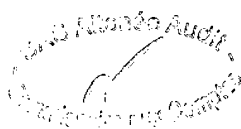
	31/08/2016	31/08/2015
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé	1 228 496	1 429 738
Provisions pour risques et charges	600 226	351 797
Subventions virées en résultat	-1 767	
Plus-values de cession d'actif immobilisé, nettes d'impôt	-71 713	7 344
Variation des impôts différés	-175 314	-266 802
Résultat des sociétés mises en équivalence	154 914	-16 930
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 299 385	5 195 394
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (1) :		
Clients et rattachés	-1 105 651	460 400
Fournisseurs et rattachés	395 754	-182 044
Créances et dettes fiscales et sociales	-351 127	-202 443
Autres créances et dettes	-310 336	162 791
Flux net de trésorerie généré par l'activité (I)	3 928 025	5 434 098
Acquisitions d'immobilisations	-1 016 108	-1 755 666
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	21 728	98 652
Cessions/Réductions d'immobilisations financières	87 682	1 201 938
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-25 906	114 075
Incidence des variations de périmètre	-4 661 021	-1 187 835
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (II)	-5 593 625	-1 528 836
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 985 730	-1 904 817
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-700	-700
Augmentations de capital en numéraire		
Subventions d'investissement reçues	8 915	
Variation des avances conditionnées		16 596
Emissions d'emprunts	5 100 000	1 668 571
Remboursements d'emprunts	-3 102 245	-2 209 404
Variation des emprunts et dettes financières divers	-159 398	-92 444
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (III)	-139 158	-2 522 198
Incidence des variations de cours des devises (IV)		
Variation de trésorerie (I à IV)	-1 804 758	1 383 064
Trésorerie d'ouverture (2)	9 283 598	7 970 534
Trésorerie de clôture	7 478 840	9 353 598

(1) Variation nette de dépréciations.

(2) Après reclassement de 70 000 euros des valeurs mobilières de placement vers les autres titres immobilisés.

Les incidences de variations de périmètre comprennent :

- la trésorerie d'ouverture des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour 257 673 euros ;
- la trésorerie décaissée dans le cadre de l'acquisition des titres des sociétés SOFIDER, A&D HOLDING, DMTL AUDIT ET FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC pour -4 854 288 euros ;
- et le solde de trésorerie de l'exercice précédent de la société FIZEN pour -64 406 euros.



ANNEXE

Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice, le groupe a pris le contrôle :

- de 100% de la SAS **SOFIDER**, sise à Redon ;
- de 100% de la SARL **AUDIT ET DIAGNOSTIC**, sise à Paris, par prise de contrôle de deux sociétés holding, la SAS **A&D HOLDING** et la SARL **DMTL AUDIT FINANCE**.

Suite à plusieurs opérations juridiques réalisées au cours de l'exercice, le groupe ne détient plus que 29,77% de la société **ECL DIRECT**, et n'exerce plus de contrôle conjoint sur cette société.

A compter de cet exercice, la société **ECL DIRECT** est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, et sa filiale **FIZEN** ne fait plus partie du périmètre de consolidation.

I) Référentiel comptable, modalités de consolidation et méthodes et règles d'évaluation

A) Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société STREGO sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999 et mis à jour par les règlements CRC 2000-07, 2002-12, 2004-03, 2004-14 et 2005-10 relatifs aux comptes consolidés, et appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

B) Modalités de consolidation

1- Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont celles définies par le règlement 99-02 : l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable.

Le contrôle exclusif est défini comme étant le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Ce contrôle peut prendre trois formes différentes :

- Le contrôle de droit résulte de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote en assemblée générale ordinaire ;
- Le contrôle contractuel résulte de la possibilité, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, pour l'entreprise consolidante d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs de l'entreprise contrôlée de la même manière qu'elle contrôle ses propres actifs (par exemple les entités ad hoc) ;
- Le contrôle de fait peut être présumé par la détention d'au moins 40 % des droits de vote, ou démontré notamment par la désignation de la majorité des membres des organes de direction.

Le contrôle conjoint est le partage contractuel ou statutaire du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée en cas de détention d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote.

2- Date de clôture

Tous les comptes des entités consolidées ont été arrêtés à la même date que celle de la société consolidante, le 31 août 2016, à l'exception de la société ECL DIRECT qui a clôturé ses comptes le 30 juin 2016.

Ces sociétés ont toutes une durée d'exercice de 12 mois, à l'exception de la société SOFIDER qui a intégré les comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2016, avec une durée de 8 mois.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de la date de leur acquisition. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3- Opérations réciproques

Les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ont été éliminés.

Les opérations réciproques avec les entités consolidées par intégration proportionnelle ont été éliminées dans la limite du pourcentage détenu par le groupe dans ces entités.

4- Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Le groupe dispose d'un délai courant jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition pour arrêter le montant définitif de l'écart d'acquisition.

Si cet écart est positif, il est affecté à l'actif du bilan consolidé en « Ecarts d'acquisition », et s'il est négatif, il est affecté au passif du bilan consolidé en « Provisions pour acquisitions de titres ».

Les écarts d'acquisition sont repris au résultat sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Les valeurs nettes des écarts d'acquisition sont appréciées à chaque clôture. Dans le cas où la valeur recouvrable d'un écart d'acquisition se trouve être inférieure à sa valeur nette comptable en conséquence de certains changements défavorables, un amortissement exceptionnel est constaté dans les comptes.

C) Méthodes et règles d'évaluation

1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée pour l'ensemble immobilier détenu par la SCI FONCIERE D'HARLEVILLE.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. Les durées d'amortissement retenues au niveau du groupe sont les suivantes :

• Licences techniques	1 à 3 ans
• Logiciels gestion cabinet	3 à 4 ans
• Constructions	20 ans
• Agencements et aménagements des constructions	10 à 20 ans
• Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans
• Matériel de transport	3 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

2- Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

3- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4- Provisions pour risques et charges

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs aux litiges ponctuels, aux impôts différés, aux engagements en matière de retraite.

5- Résultat courant et résultat exceptionnel

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

6- Modalités de détermination du résultat par action

Le niveau de résultat à prendre en compte pour établir le résultat par action est le résultat revenant à l'entité consolidante, c'est à dire le « Résultat net consolidé - part du groupe ».

Les titres à prendre en considération pour les besoins de la détermination des résultats par actions sont ceux qui donnent un droit illimité aux bénéfices.

Le résultat par action est calculé en retenant le résultat net part du groupe au numérateur, et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice au dénominateur.

Le résultat dilué par action est déterminé en ajustant le résultat net part du groupe et le nombre d'actions de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

7- Intérêts minoritaires négatifs

Lorsque, à la suite de pertes, la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée par intégration globale devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires.

A la clôture de l'exercice, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernent :

- la société WEBLEX pour 36 808 euros ;
- la société EUFRATE pour 1 866 euros ;
- la société EUFRATE 2 pour 14 679 euros.

A la clôture de l'exercice précédent, les intérêts minoritaires négatifs transférés au groupe concernaient :

- la société WEBLEX pour 12 700 euros ;
- la société EUFRATE pour 2 027 euros.

D) Principes de consolidation

1- Frais accessoires des immobilisations

Conformément au règlement 99-02, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés dans le coût des actifs concernés.

2- Subventions d'investissement

Conformément à la recommandation de l'AMF, les subventions d'investissement ont été déduites des capitaux propres pour être reclassées en produits constatés d'avance.

Conformément au règlement 99-02, l'étalement de la reprise en résultat des subventions est effectué au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer, en application du principe de rattachement des charges aux produits.

3- Provisions réglementées

Conformément au règlement 99-02, l'incidence des écritures à caractère purement fiscal dans les comptes individuels, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

4- Imposition différée

Conformément au règlement 99-02, les impôts différés sont déterminés, selon une approche dite bilantielle, sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dès lors que leur récupération est probable. La probabilité de recouvrement de ces actifs d'impôt différé sont appréciés avec prudence, notamment dans le cas des entreprises déficitaires, en démarrage ou exerçant des activités nouvelles. Le respect des conditions de constatation des actifs d'impôt est examiné à chaque clôture sur la base des critères retenus à l'origine.

Les actifs et passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont fait l'objet d'une compensation par entité fiscale.

La méthode utilisée par le groupe pour le calcul des impôts différés est celle du report variable en retenant le taux d'impôt connu à la date de clôture des comptes, c'est à dire 33,33%.

5- Elimination des résultats internes au groupe

L'ensemble des opérations internes intervenues entre les différentes sociétés du groupe a été recensé en vue de procéder à leur élimination. Il s'agit principalement des opérations suivantes :

- Distributions de dividendes ;
- Dépréciations internes de titres, de créances ;
- Cessions internes d'actifs immobilisés.

6- Frais de constitution, de transformation, et de premier établissement

La méthode préférentielle concernant les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement a été appliquée.

Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement sont comptabilisés en charges de l'exercice dans le compte de résultat consolidé.

7- Contrats de location-financement

La méthode préférentielle concernant les contrats de location-financement n'a pas été appliquée dans la mesure où les montants ne sont pas significatifs.

La société STREGO utilise la location évolutive pour financer son matériel informatique. Un contrat cadre a été signé le 2 juin 2009 pour une durée initiale de 36 mois. Au cours du contrat, les matériels sont restitués au bailleur et remplacés par des neufs. Ainsi la propriété des biens n'est jamais transférée au loueur.

8- Engagements en matière de retraite

La méthode préférentielle concernant les engagements de retraite a été appliquée.

Les engagements nets de couverture sont comptabilisés au passif du bilan consolidé dans les « Provisions pour charges ».

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (« Projected Benefit Obligation »). Il représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turnover et de survie.

9- Frais de personnel

La participation des salariés a été reclassée en charges de personnel.

II) Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend 12 entités. Toutes les entités sont consolidées par intégration globale, à l'exception de la société ECL DIRECT consolidée par mise en équivalence.

Les entités consolidées sont détenues en direct par la société consolidante STREGO, à l'exception de SACOPAL détenue par STREGO AUDIT, et d'AUDIT ET DIAGNOSTIC détenue par A&D HOLDING.

Entités	Siège social	Numéro SIREN	Méthode		% de contrôle		% d'intérêt	
			2016	2015	2016	2015	2016	2015
SAS STREGO	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	063 200 885	Entité consolidante				100,00%	100,00%
SAS STREGO AUDIT	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	800 382 434	IG	IG	100,00%	99,90%	100,00%	99,90%
SA SACOPAL	5 rue Albert Londres 44300 NANTES	334 039 500	IG	IG	99,98%	99,99%	99,98%	99,99%
SAS SOFIDER	38 rue de Cotard 35600 REDON	326 544 905	IG	-	99,96%	-	99,96%	-
SAS A&D HOLDING	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	519 256 093	IG	-	100,00%	-	100,00%	-
SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC	14 rue Clapeyron 75008 PARIS	345 280 051	IG	-	99,98%	-	99,97%	-
SNC OMBELLO	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	803 649 284	IG	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS WEBLEX	6 rue Rose Dieng-Kuntz 44000 NANTES	803 064 815	IG	IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SARL EUFRATE	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	520 830 340	IG	IG	99,46%	99,52%	99,46%	99,52%
SARL EUFRATE 2	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	813 011 913	IG	IG	49,90%	49,90%	49,90%	49,90%
SCI D'HARLEVILLE	4 rue Papiou de la Verrie 49000 ANGERS	417 786 456	IG	IG	98,00%	98,00%	98,00%	98,00%
SAS ECL DIRECT	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	502 800 337	MEE	IP	29,77%	30,00%	29,77%	30,00%
SAS FIZEN	8 boulevard du Zénith 44800 SAINT-HERBLAIN	790 184 329	-	IP	-	31,93%	-	31,93%
SAS HOLDICABEX	8 rue André Baudrit 17320 MARENNES	449 681 196	-	IG	-	100,00%	-	100,00%
SAS CABEX S.O.	8 rue André Baudrit 17320 MARENNES	323 634 121	-	IG	-	100,00%	-	100,00%

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

MEE : Mise en équivalence

III) Informations permettant la comparabilité des comptes

A) Variation du périmètre de consolidation et pourcentages d'intérêts

1- Entrées dans le périmètre de consolidation

• SOFIDER

La société STREGO a pris le contrôle de la SAS SOFIDER le 21 janvier 2016 par apport de 100% des titres, société qui exploite un cabinet d'expertise comptable à REDON (35).

Le coût d'acquisition des titres s'élève à 874 254 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 546 572 euros.

La société SOFIDER intègre les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2015, date retenue dans le cadre du protocole d'acquisition.

Les comptes consolidés contiennent un exercice de 8 mois de la société SOFIDER. Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé s'élève à 794 k€, et sa contribution au résultat net consolidé s'élève à 109 k€.

• A&D HOLDING, DMTL AUDIT FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC

La société STREGO :

- a acquis 77,50% des titres de la SAS A&D HOLDING le 15 septembre 2015, société qui détient 99,98% de la SARL AUDIT ET DIAGNOSTIC ;
- a reçu par voie d'apport 100% des titres de la SARL DMTL AUDIT ET FINANCE le 21 janvier 2016, société qui détient 22,50% de la SAS A&D HOLDING.

Le coût d'acquisition des titres de la SAS A&D HOLDING s'élève à 4 402 961 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus, et le coût d'acquisition des titres de la SARL DMTL AUDIT ET FINANCE s'élève à 859 263 euros, frais d'acquisition nets d'impôt inclus.

L'analyse des actifs et passifs identifiables a conduit à constater un écart d'évaluation dans la société AUDIT ET DIAGNOSTIC, comptabilisé dans le poste « Autres immobilisations incorporelles » pour 4 642 482 euros.

La société DMTL AUDIT ET FINANCE a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine au profit de la société STREGO à la date du 28 août 2016.

Les sociétés A&D HOLDING, DMTL AUDIT FINANCE et AUDIT ET DIAGNOSTIC intègrent les comptes consolidés sur la base des comptes arrêtés au 31 août 2015, date retenue dans le cadre du protocole d'acquisition.

La contribution de ces trois sociétés au chiffre d'affaires consolidé s'élève à 5 817 k€, et leur contribution au résultat net consolidé s'élève à 27 k€.

2- Changements de méthode de consolidation sans changement du périmètre

• ECL DIRECT

Plusieurs augmentations de capital par apports en nature et par apports en numéraire, d'un montant global de 1 349 373 euros dans lequel la société consolidante STREGO a participé à hauteur de 434 580 euros, ont conduit à porter la détention du groupe dans la société ECL DIRECT de 30,00% à 29,77%.

Suite à ces opérations juridiques, le groupe n'exerce plus un contrôle conjoint sur ECL DIRECT, et la société est désormais consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Par conséquent, sa filiale FIZEN ne fait plus partie du périmètre de consolidation à compter de l'ouverture de l'exercice.

La diminution du pourcentage d'intérêt du groupe dans les sociétés ECL DIRECT (-0,23%) et FIZEN (-31,93%) a conduit à comptabiliser un résultat de cession de -73 542 euros, comptabilisé dans les charges exceptionnelles de l'exercice.

Lors de l'exercice précédent, la contribution des sociétés ECL DIRECT et FIZEN au chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 1 394 k€, leur contribution au résultat d'exploitation consolidé s'élevait à -85 k€, et leur contribution au résultat net consolidé s'élevait à -33 k€.

3- Sorties du périmètre de consolidation et cessions de branches d'activité

Les sociétés **HOLDICABEX** et **CABEX SEUDRE OCEAN** ont été absorbées par la société mère STREGO dans le cadre d'une fusion avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2015.

Comme évoqué précédemment, la société **FIZEN** est sortie du périmètre de consolidation à compter de l'ouverture de l'exercice.

4- Modifications du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode

Des prêts d'actions de plusieurs sociétés du groupe ont été consentis au cours de l'exercice. Ils ont pour effet de très légèrement diminuer le pourcentage d'intérêts du groupe dans les sociétés concernées, sans incidence significative.

B) Changements comptables

Il n'a été procédé à aucun changement comptable au cours de l'exercice écoulé.

IV) Explications des postes du bilan consolidé

A) Autres immobilisations incorporelles

Nature	31/08/2016			31/08/2015
	Brut	Dépreciation	Net	
Clientèle acquise				
STREGO	12 282 111		12 282 111	12 850 530
STREGO AUDIT	854 358		854 358	
SACOPAL	195 205		195 205	195 205
AUDIT ET DIAGNOSTIC	395 800		395 800	
SOFIDER	233 049		233 049	
CABEX SEUDRE OCEAN				51 070
PAREXCO				
TOURNAIRE ET ASSOCIES				
Sous-total	13 960 523		13 960 523	13 096 805
Ecart d'évaluation				
AUDITEF	1 002 495		1 002 495	1 002 495
AUDIT ET DIAGNOSTIC	4 642 482		4 642 482	
CABEX SEUDRE OCEAN	1 082 665		1 082 665	1 082 665
CABINET C.BEGAUD	313 014		313 014	313 014
CABINET DUNOYER	314 091		314 091	314 091
CABINET G.FONTAINE	11 311		11 311	23 853
CABINET HERVIEU COGEN	868 547		868 547	868 547
CIREC	928 604		928 604	928 604
COGEX	1 266 235		1 266 235	1 266 235
DVA	8 000		8 000	8 000
ECL GROUPE (I.P. à 30,00%)				631 948
EXPERTIS	1 005 688		1 005 688	1 005 688
GB ASSOCIES	103 000		103 000	103 000
GLR	68 393		68 393	68 393
PAREXCO	961 003		961 003	961 003
SACOPAL	122 431		122 431	122 431
SOCECO	2 345 505		2 345 505	2 345 505
SOFIDER	546 572		546 572	
TLD	994 061		994 061	994 061
TOURNAIRE ET ASSOCIES	491 823		491 823	491 823
Sous-total	17 075 920		17 075 920	12 531 356
Usufruit sur immeubles				
STREGO	7 643 920	1 871 057	5 772 863	6 158 296
Sous-total	7 643 920	1 871 057	5 772 863	6 158 296
TOTAL	38 680 363	1 871 057	36 809 306	31 786 457

SAS Alencor Audit
Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux Comptes

B) Actif immobilisé

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	2 064 783	-455 653	175 968	205 961	111 255	1 690 392
Fonds commercial	1 016 482	-871 237				145 245
Autres immobilisations incorporelles	33 272 081	5 185 955	237 301	14 974		38 680 363
Immobilisations en cours	84 110		72 570		-84 110	72 570
Immobilisations incorporelles	36 437 456	3 859 065	485 839	220 935	27 145	40 588 570
Terrains	20 652					20 652
Constructions	446 379					446 379
Installations techn., matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	8 703 932	251 400	412 229	325 079	1 256	9 043 738
Immobilisations en cours	28 401				-28 401	
Immobilisations corporelles	9 199 364	251 400	412 229	325 079	-27 145	9 510 769
Participations par mise en équivalence		1 367 086			-154 914	1 212 172
Créances rattachées à des participations	78 664	221 225	7 777	19 680	-279 580	8 406
Autres titres immobilisés	393 327	160 495	82 011	2 889	20 000	652 944
Autres immobilisations financières	277 956	51 907	28 252	62 174		295 941
Immobilisations financières	749 947	1 800 713	118 040	84 743	-414 494	2 169 463
TOTAL	46 386 767	5 911 178	1 016 108	630 757	-414 494	52 268 802

L'effet des variations de périmètre concerne l'entrée des sociétés SOFIDER et AUDIT ET DIAGNOSTIC, ainsi que la sortie des sociétés ECL DIRECT et FIZEN.

Les entrées d'Autres immobilisations incorporelles concernent l'acquisition des clientèles TROTET (Alençon) et CHEVALIER (Redon).

Les autres variations contiennent le résultat de la société ECL DIRECT pour -155 k€, les augmentations de capital ECL DIRECT souscrites par STREGO par conversion de créances en compte courant pour -330 k€, et le reclassement de parts sociales antérieurement classées dans les Valeurs mobilières de placement pour +70 k€.

C) Amortissements et dépréciations des immobilisations

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Sorties	Autres	Clôture
Concessions, brevets, droits similaires	1 625 870	-106 764	139 617	204 382		1 454 341
Fonds commercial	296 813	-281 568				15 245
Autres immobilisations incorporelles	1 485 624		385 433			1 871 057
Immobilisations incorporelles	3 408 307	-388 332	525 050	204 382		3 340 643
Constructions	358 653		24 174			382 827
Autres immobilisations corporelles	5 639 843	255 879	698 008	321 851		6 271 879
Immobilisations corporelles	5 998 496	255 879	722 182	321 851		6 654 706
Immobilisations financières						
TOTAL	9 406 803	-132 453	1 247 232	526 233		9 995 349

SAS Atchou Audit
 Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
 Commissaire aux Comptes

D) Immobilisations financières

1- Participations par mise en équivalence

Entités	Détention	Valeur comptable des titres	Contribution aux réserves du groupe	Contribution au résultat du groupe
ECL DIRECT	29,77%	1 212 172	21 300	-154 914
TOTAL		1 212 172	21 300	-154 914

Les créances rattachées à ces participations par mise en équivalence inscrites à l'actif du bilan consolidé s'élèvent à 8 406 euros, contre 78 664 euros au titre de l'exercice précédent.

2- Autres titres immobilisés

Entités	31/08/2016	31/08/2015
Obligations convertibles ECL	500 000	350 017
Intérêts courus sur O.C. ECL	55 000	29 501
Parts sociales établis. financiers	91 023	5 013
Divers	6 921	8 796
TOTAL	652 944	393 327

3- Autres immobilisations financières

Entités	31/08/2016	31/08/2015
Dépôts et cautionnements	222 022	167 777
Créances Stregimo	42 963	79 223
Créances PrimeGlobal France	30 956	30 956
TOTAL	295 941	277 956

E) Créances

Nature	Valeur brute	Echéances			Dépréciation	Valeur nette
		1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans		
Avances et acomptes versés	4 787	4 787				4 787
Créances clients et rattachés	21 809 714	21 809 714				21 809 714
Clients douteux	1 341 874	1 341 874			1 033 211	308 663
Actifs d'impôt différé	1 582 795	1 582 795				1 582 795
Créances sociales	13 030	13 030				13 030
Créances fiscales	2 483 860	2 483 860				2 483 860
Autres débiteurs	444 422	444 422				444 422
TOTAL	27 680 482	27 680 482			1 033 211	26 647 271

F) Dépréciations de l'actif circulant

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Créances clients et comptes rattachés	1 003 512	147 534	287 648	405 483	1 033 211
TOTAL	1 003 512	147 534	287 648	405 483	1 033 211

G) Trésorerie

La trésorerie nette présentée dans le tableau des flux de trésorerie a été déterminée ainsi :

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Valeurs mobilières de placement		192 560
+ Disponibilités	7 478 840	9 161 652
- Concours bancaires courants		614
TRESORERIE NETTE	7 478 840	9 353 598

H) Autres éléments d'actif

Les montants inscrits en charges constatées d'avance ne concernent que des opérations à caractère habituel.

I) Capitaux propres

Le capital social de l'entité consolidante s'élève à 6 338 262 euros, divisé en 301 822 actions de 21 euros.

Une augmentation de capital par création de 7 456 actions nouvelles a été réalisée au cours de l'exercice en rémunération de l'apport de 100% des titres DMTL AUDIT ET FINANCE.

Une augmentation de capital par création de 4 142 actions nouvelles a été réalisée au cours de l'exercice en rémunération de l'apport de 56,75% des titres SOFIDER.

Le capital est entièrement libéré.

Tableau de variation des capitaux propres

Nature	Groupe	Interêts minoritaires	TOTAL
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2014	22 020 880	18 139	22 039 019
Variation de capital de l'entité consolidante	426 170		426 170
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2015	3 703 644	-13 397	3 690 247
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-1 904 817		-1 904 817
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Changements de méthodes comptables	-68 745	-1 403	-70 148
Variation de pourcentages d'intérêts	18	458	476
Autres variations	1 137	-1 142	-5
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2015	24 178 287	1 955	24 180 242
Variation de capital de l'entité consolidante	1 317 997		1 317 997
Incidence des réévaluations			
Résultat 31/08/2016	3 564 331	212	3 564 543
Distributions effectuées par l'entité consolidante	-1 985 730		-1 985 730
Distributions effectuées par les autres entités		-700	-700
Changements de méthodes comptables			
Variation de pourcentages d'intérêts	-469	1 851	1 382
Autres variations	3	-2	1
CAPITAUX PROPRES DE L'EXERCICE 31/08/2016	27 074 419	3 316	27 077 735

J) Autres fonds propres

Les avances conditionnées de l'exercice précédent correspondent au solde d'un prêt accordé par OSEO à la société ECL DIRECT.

K) Provisions pour risques et charges

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Dotations	Reprises	Clôture
Litiges clients	376 275		455 395	376 275	455 395
Litiges autres	78 548	30 000	117 512	61 618	164 442
Autres provisions pour risques					
Provisions pour risques	454 823	30 000	572 907	437 893	619 837
Engagements de retraite et assimilés	2 913 780	88 213	509 214	44 002	3 467 205
Autres provisions pour charges					
Provisions pour charges	2 913 780	88 213	509 214	44 002	3 467 205
TOTAL	3 368 603	118 213	1 082 121	481 895	4 087 042
Répartition des dotations et reprises :					
Résultat d'exploitation	-	-	964 609	420 277	-
Résultat financier	-	-			-
Résultat exceptionnel	-	-	117 512	61 618	-

• Provisions pour engagements de retraite et assimilés

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 1,96% par an
(moyenne des taux iBoxx au 31 août des 4 derniers exercices)
- Turnover : moyen
- Table de mortalité : INSEE 2015
- Initiative du départ en retraite : salariés 100%
- Taux de charges sociales : 43% salariés ; 46% TNS

Le groupe a souscrit depuis l'exercice clos le 31 août 2000 une assurance couvrant le paiement des indemnités de fin de carrière pour les salariés. Cette souscription a pour conséquence de mutualiser l'engagement de versements de capitaux de fin de carrière en contrepartie de versements de cotisations annuelles. Aucun versement n'a été réalisé dans l'exercice.

L'épargne globale cumulée à la clôture de l'exercice s'élève à 951 319 euros.

Nature	Engagement net à l'ouverture	Variation périmètre	Engagement à la clôture	Couverture à la clôture	Engagement net à la clôture	Variation de l'exercice
Salariés	1 731 113	88 213	3 195 223	951 319	2 243 904	424 578
TNS	1 182 667		1 223 301		1 223 301	40 634
TOTAL	2 913 780	88 213	4 418 524	951 319	3 467 205	465 212

L) Impôts sur les résultats

1- Preuve d'impôt

Rationalisation de l'impôt	31/08/2016	31/08/2015
Résultat d'ensemble consolidé	3 564 543	3 690 247
- Résultat des sociétés mises en équivalence	-154 914	
+ Impôt sur les résultats (a)	1 378 279	1 437 871
Résultat théorique taxable	5 097 736	5 128 118
Impôt théorique au taux en vigueur de 33,33% (b)	1 699 245	1 709 373
Différence d'impôt (a) - (b)	-320 966	-271 502

Justification de la différence d'impôt	31/08/2016	31/08/2015
CICE non imposable	-364 718	-344 936
Charges non déductibles et produits non imposables	53 046	63 964
Résultat et distributions des sociétés transparentes	1 981	6 498
Contributions additionnelles d'impôt	84 316	84 950
Crédits d'impôt	-83 431	-81 978
Effet des cessions de titres consolidés	-12 160	
Différence d'impôt (a) - (b)	-320 967	-271 502

2- Ventilation des actifs et passifs d'impôt différé

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Frais d'acquisition de titres	29 467	2 654
Non-valeurs	1 102	2 413
Provisions pour engagements de retraite	1 155 734	971 259
Profits internes sur cessions d'actifs immobilisés	3 333	3 333
Harmonisation des comptes réciproques	62	3 939
Décalages temporaires (provisions non déductibles)	372 498	376 542
Déficits fiscaux reportables (1)	68 264	100 074
Impôts différés Actif	1 630 460	1 460 214
Provisions réglementées	28 618	35 249
Dépréciations internes de créances	12 333	12 333
Résultat intercalaire des sociétés transparentes	6 714	5 829
Impôts différés Passif	47 665	53 411
Solde des impôts différés (Actif - Passif)	1 582 795	1 406 803

Après compensation par entité fiscale :

Actifs d'impôt différé	1 582 795	1 406 803
Provisions pour passif d'impôt différé		

(1) Au 31/08/2016 : il s'agit des déficits reportables de la société WEBLEX d'un montant de 204 793 euros.

Alfonso A.
 Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
 Commissaire aux Comptes

M) Dettes

Echéances des dettes	Montant	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	15 796 856	2 944 563	8 177 559	4 674 734
Intérêts courus sur emprunts	17 658	17 658		
Concours bancaires courants				
Emprunts et dettes financières divers	1 161 333	430 541	729 919	873
Avances et acomptes reçus sur commandes	500	500		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 894 008	1 894 008		
Dettes fiscales et sociales	14 001 594	14 001 594		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	60 299	60 299		
Autres dettes	391 539	391 539		
TOTAL	33 323 787	19 740 702	8 907 478	4 675 607

La variation des emprunts et dettes financières s'explique comme suit :

Nature	Ouverture	Variation périmètre	Augmentat.	Diminution	Clôture
Emprunts et dettes auprès étab. de crédit	13 945 913	-151 290	5 100 000	3 097 767	15 796 856
Intérêts courus sur emprunts	22 502	-366		4 478	17 658
Concours bancaires courants	614	-563		51	
Dépôts de garanties reçus	2 349	-1 188		288	873
Participation des salariés	1 115 667			121 377	994 290
Comptes courants créditeurs	194 069	9 834		37 733	166 170
TOTAL	15 281 114	-143 573	5 100 000	3 261 694	16 975 847

N) Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comprennent notamment le solde des subventions d'investissement, dont le montant s'élève à 7 148 euros à la clôture de l'exercice.

O) Instruments financiers

La société STREGO a souscrit des contrats SWAP auprès :

- du CIC jusqu'en juillet 2021 afin de garantir à 0.61 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 1 500 k€.
- du CIC jusqu'en avril 2019 afin de garantir à 0.62 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 500 k€.
- de la BPA jusqu'en janvier 2030 afin de garantir à 0.92 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 1 400 k€.
- de la BNP jusqu'en janvier 2019 afin de garantir à 0.53 % le taux d'intérêt hors marge d'un de emprunt de 450 k€.

P) Engagements hors bilan

Nature	Engagements donnés	Engagements reçus
Cautions hypothécaires	1 288 100	5 606 873
Cautions solidaires au profit de ECL DIRECT et sa filiale FIZEN	184 000	
Cautions bancaires		110 000
Billets financiers non utilisés		3 030 000
Découverts autorisés non utilisés		1 700 000
Engagements de crédit-bail mobilier	18 818	
Dotation à la Fondation Strego	22 000	
TOTAL	1 512 918	10 446 873

V) Explications des postes du compte de résultat consolidé

A) Produits d'exploitation

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Production immobilisée		196 110
Subventions d'exploitation	5 381	11 265
Reprises amortissements		58
Reprises dépréciations actif circulant	405 483	498 810
Reprises provisions risques et charges	420 277	521 823
Transferts de charges d'exploitation	1 570 383	1 358 980
Autres produits	22 915	21 334
TOTAL	2 424 439	2 608 380

B) Autres achats et charges externes

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Achats de sous-traitance	1 196 014	998 708
Achats non stockés de matières et fournitures	930 645	824 086
Sous-traitance générale		897
Locations	3 196 728	3 118 514
Entretiens et réparations	1 761 757	1 636 829
Primes d'assurance	1 175 772	1 400 910
Etudes, documentations, séminaires	266 814	247 807
Personnels extérieurs	601 308	130 198
Rémunérations d'intermédiaires, honoraires	1 577 187	886 402
Publicité, publications, relations publiques	630 709	581 152
Transports de biens et du personnel	4 047	2 022
Déplacements, missions et réceptions	2 000 722	1 739 788
Frais postaux et de télécommunications	999 831	978 168
Services bancaires et assimilés	207 579	195 684
Divers (cotisations, ...)	691 016	691 336
TOTAL	15 240 129	13 432 501

C) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes liés au contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 44 705 euros.

D) Charges de personnel et effectif

1- Charges de personnel

Nature	31/08/2016	31/08/2015
Salaires et traitements, charges sociales	49 909 708	44 330 124
Participation des salariés	470 966	573 124
Intéressement	672 397	856 916
TOTAL	51 053 071	45 760 164

2- Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice pour un montant de 1 094 154 euros a été porté au crédit du poste « Charges sociales » du compte de résultat, et vient en diminution des charges d'exploitation. Au titre de l'exercice précédent, le CICE s'élevait à 1 034 858 euros.

Le montant de la créance du CICE définitif au titre de l'année civile 2015 est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice, et le CICE théorique couru à la date de clôture sera imputable sur l'impôt sur les sociétés du prochain exercice.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Ce crédit d'impôt est utilisé pour des efforts en matière d'investissements, de formation et de recrutement.

3- Effectif

Nature	31/08/2016	31/08/2015
STREGO	760	734
SOFIDER	15	
AUDIT ET DIAGNOSTIC	48	
EUFRATE	1	1
OMBELLO	6	6
WEBLEX	3	1
ECL DIRECT	-	28
FIZEN	-	1
TOTAL	833	771

SAS STREGO
 Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
 Commissaire aux Comptes

E) Produits et charges financiers

Nature	31/08/2016		31/08/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts des emprunts bancaires		135 903		138 857
Intérêts des emprunts bancaires immobiliers		181 083		239 702
Intérêts des dettes de participation		9 675		22 707
Intérêts des billets à ordre et des swap		26 505		15 830
Intérêts des comptes courants		5 124		11 168
Intérêts bancaires		1 141		3 437
Gains et pertes de change	123	17		
Intérêts des O.C. ECL DIRECT	65 000		21 000	
Autres produits et charges financiers	192 408	1 112	202 756	6
TOTAL	257 531	360 560	223 756	431 707

F) Produits et charges exceptionnels

Nature	31/08/2016		31/08/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits de cession des éléments d'actif	46 519		1 101 754	
Valeur comptable éléments d'actif cédés		67 293		1 112 770
Cession titres consolidés et variat. périmètre	484 500	398 938	16 930	
QP de subventions d'investissement	1 767			
Rentrées sur créances amorties	12 941		20 954	
Pénalités et amendes		342		630
Franchises sur sinistres clients		13 696		20 306
Amortissements, dépréciations, provisions	80 355	117 512	178 314	34 833
Autres produits et charges exceptionnels	12 395	83 833	49 492	150 862
TOTAL	638 477	681 614	1 367 444	1 319 401

G) Résultat par action

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice a été déterminé en tenant compte de l'augmentation de capital de la société consolidante réalisée le 21 janvier 2016.

Le capital social était divisé en 290 224 actions, avant d'être augmenté au cours de l'exercice pour être divisé en 301 822 actions. Le nombre moyen pondéré d'actions retenu s'élève ainsi à 297 552 actions.

VI) Autres informations

A) Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, ayant des incidences financières significatives et dont la connaissance est nécessaire à la bonne information concernant l'activité et la situation financière du groupe, n'est connu à la date d'arrêté des comptes.

B) Transactions avec les parties liées

Les transactions qui pourraient être conclues avec des parties liées sont soit jugées non significatives, soit considérées comme conclues à des conditions normales de marché.

C) Rémunération des dirigeants

Afin d'éviter la divulgation d'une information à caractère confidentiel, cette rubrique ne sera pas servie.

D) Passage des capitaux propres sociaux aux consolidés

Nature	Résultat	Capital et réserves	TOTAL
Cumul des comptes sociaux	4 104 573	32 521 416	36 625 989
• Harmonisation dates de clôture, intra-groupes	940	-1 125	-185
ID sur retraitement	-313	375	62
• Impôts différés sur déficits reportables	10 269	57 995	68 264
• Impôts différés sur décalages temporaires	-6 465	378 963	372 498
• Impôts différés sur résultat intercalaire	-885	-5 829	-6 714
• Retraitement frais d'acquisition de titres	-2 500	2 500	
• Impôts différés sur frais d'acq. de titres	-1 914	38 461	36 547
• Amortiss. dérogatoires frais d'acq. de titres	17 037	4 202	21 239
ID sur retraitement	-5 679	-1 401	-7 080
• Elimination des dividendes	-88 090	88 090	
• Elimin. profits sur cessions d'immobilisations	-1 339 373	-10 000	-1 349 373
ID sur retraitement		3 333	3 333
• Elimin. dépréciations internes de titres		24 050	24 050
ID sur retraitement			
• Elimin. dépréciations internes de créances		37 000	37 000
ID sur retraitement		-12 333	-12 333
• Amortiss. dérogatoires sur actif immobilisé	-15 690	101 545	85 855
ID sur retraitement	5 230	-33 848	-28 618
• Neutralisation provision retraite existante	73 254	327 564	400 818
• Comptabilisation provision retraite	-465 212	-3 005 383	-3 470 595
ID sur retraitement	155 071	1 001 793	1 156 864
• Retraitement frais d'établissement	3 930	-7 236	-3 306
ID sur retraitement	-1 311	2 413	1 102
• Ecart d'évaluation sur Incorporels		17 715 538	17 715 538
• Elimination mali de fusion	1 195 213	-12 640 750	-11 445 537
Comptes sociaux retraités	3 638 085	36 587 332	40 225 417
Intérêts minoritaires	212	3 104	3 316
Part du groupe avant élimination	3 637 873	36 584 228	40 222 101
- Valeur des titres	-	13 147 683	13 147 683
+ Variation de périmètre	-73 542	73 542	
Part du groupe	3 564 331	23 510 087	27 074 418
TOTAL	3 564 543	23 513 191	27 077 734